

IV. Annexes

Fiches de lecture

Pour les documents lus et analysés, des fiches de lectures ont été réalisées afin de mieux extraire les informations déterminantes et mutualiser les connaissances de chaque étudiant. Afin de faciliter la compréhension du sujet, il nous a été recommandé de répartir les lectures par thématiques et, au nombre de huit, les étudiants ont pu travailler par binôme sur chacune :

- Economie : Martin Le Hir et Raphaël Egger
- Gouvernance : Bénédicte Lecointre et Philippine Labat
- Juridique : Pierre Garreau et Zahra Blal
- Technique : Juliette Fontanel et Alizée Boutique

A) Economie

ADEME. (2020). Energies renouvelables les citoyens se prennent au jeu.
https://www.welko.fr/ademe/Ademe_le_mag_n131_dossier_EnRC.pdf

- **Auteur** : ADEME

- **Thèmes abordés**

Rôle d'Énergie partagée et de l'ADEME / EnRCiT / Loi 2015 pour la croissance verte / bonus participatif

- **Analyse**

L'article met en évidence les importantes retombées économiques pour le territoire des projets citoyens d'énergie renouvelable. Cet article se base sur une étude menée sur 98 installations citoyennes. L'idée est de comprendre pourquoi /un projet citoyen est plus profitable par rapport à un projet privé

- **Mots-clefs**

projet citoyen – collectivité – retombées économiques locales - EnRCiT

- **Prise de notes & meilleurs extraits**

La participation des citoyens soit :

- Indirect : Apport financier à la dette du projet (mécanismes de crowdfunding)
- Directe : Impliquer la participation à la gouvernance du projet à travers l'apport en capital à une société de projet

Ce deuxième type est promu par l'ADEME car permet :

- Deux fois plus de retombées économiques locales
- Sensibilise les collectivités et les citoyens à la sobriété énergétique
- Monter des projets délaissés par des opérateurs énergétiques conventionnels car pas assez rentable /complexe

Il y a aujourd'hui 235 projets EnR (éolien et photovoltaïque) a gouvernance locale.

En 2016 le gouvernement a décidé de favoriser financièrement les projets de production d'EnR qui associe les acteurs locaux au travers d'un bonus participatif. Ce bonus participatif a dans l'objectif d'inciter au financement direct des projets.

Les conditions de financement :

- 40% des fonds propres ou 40% du financement total doivent être levés conjointement ou distinctivement auprès de 20 investisseurs (personnes physiques, ou collectivités territoriales ou groupement de collectivités). Dans le cas de personnes physiques, celles-ci doivent résider dans le département du projet ou limitrophe.
- Les investisseurs doivent être engagés à la mise en service du projet et pour un minimum de 3 ans

--> Le projet se voit accorder pour 20 ans un bonus de 3 à 5 € par MWh. Selon le projet, une prime de 3€ par MWh peut représenter jusqu'à 5% de chiffre d'affaire en plus pendant 20 ans.

Plusieurs solutions pour rassembler des participations locales :

- Nouez des partenariats avec des CL ou SEM afin de les impliquer dans le projet.
- Solliciter des fonds régionaux ou nationaux spécialisés dans le financement de projets citoyens comme Energie Partagée
- Avoir recours aux plates-formes de financements participatif mais pour des participations des habitants locales.

ADEME soutient des structures comme Energie Partagée qui est l'acteur de premier plan dans les projets EnR à gouvernance locale. EP participe sur deux plans : 1/ financement avec EnRciT qui collecte l'épargne de plusieurs milliers de citoyens actionnaires. 2/ aide des CL à donner vie à leurs idées via des réseaux d'animation.

Energie partagée. (2019). *Les retombées économiques locales des projets citoyens.* <https://energie-partagee.org/wp-content/uploads/2019/12/Note-technique-Etude-Retombe%CC%81es-e%CC%81conomiques-Energie-Partagee.pdf>

- **Auteur**

Énergie Partagée est un mouvement français de promotion, d'accompagnement et de financement de projets de production d'énergie renouvelable dont le financement et la gouvernance sont maîtrisées par des collectivités territoriales et des collectifs citoyens

- **Thèmes abordés**

Les retombées économiques au niveau local des projets citoyens d'énergie renouvelable

- **Contenu**

- Comparaison projet citoyen / projet privé
- Définition des retombées économiques locales
- Détails des retombées

- **Analyse** : L'article met en évidence les importantes retombées économiques pour le territoire des projets citoyens d'énergie renouvelable. Cet article se base sur une étude menée sur 98 installations citoyennes. L'idée est de comprendre pourquoi un projet citoyen est plus profitable par rapport à un projet privé.

- **Mots-clefs**

projet citoyen – collectivité – retombées économiques locales

- **Prise de notes & meilleurs extraits**

- Un projet citoyen rapporte au moins de 2X plus au territoire :
- Dans un projet citoyen, le territoire garantit et maximise les retombées du projet grâce aux prestations locales et aux revenus issus de l'investissement des collectivités et des citoyens.
- Dans un projet privé, le territoire ne bénéficie que du revenu de la fiscalité et des loyers liés à l'occupation de l'espace, ainsi que d'une part variable de prestations locales.

Les retombées économiques locales :

- Issues des revenus de l'investissement (=revenus générés par les investissements des acteurs locaux et disponibles pour être utilisés dans l'intérêt du territoire)
- Des emplois et prestations liées (= salaires et bénéfices des structures prestataires du projet)
- Fiscalité (impôts et taxes locales liés à l'occupation des sites / réseaux électrique)
- Versement de loyers (perçu par les proprios des sites d'implantations)

Les retombées économiques locales de l'étude qui accueillent ces projets :

- 98 millions d€ (34% emplois et prestations / 32% revenus de l'investissement / 24% fiscalité / Loyers 11%)
- 80 % des retombées locales sont créées en phase d'exploitation sur 20 ans

Les retours sur investissement

- Investir au capital d'un projet citoyen d'énergie renouvelable, c'est permettre à une installation de sortir de terre et de faire avancer la transition.
- Pour 1 € investi c'est 2.5€ qui profitent au tissu économique local

Les principaux risques en phase de développement

- Maitrise du foncier (bail ou promesse de bail)
- Etudes technico-économiques et environnementales (Etudes d'impacts)
- Autorisation administrative pour construire et exploiter (autorisation d'exploiter PC voire ICPE)
- Financement (levée de fond + garantie auprès des banques)
- Gouvernance

B) Gouvernance

ADEME. (2021, août). *Le développement des projets d'énergie renouvelables à gouvernance locale. Collectivités.* <https://www.ademe.fr/collectivites-secteur-public/animer-territoire/mobiliser-acteurs-territoire/developpement-projets-denergie-renouvelables-a-gouvernance-locale>

- **Auteur**

Agence de la transition écologique (ADEME) : organisme gouvernemental, courroie de distribution, présent en régions aussi, spin-off de l'Etat pour faciliter le déploiement de ces initiatives énergétiques. Définit le rôle des collectivités, des régions & de structures et soutient les projets à gouvernance locale à différents moments du projet.

- **Thèmes abordés**

- Les projets EnR à gouvernance locale
- L'actionnariat, le financement par les collectivités & les agences type l'ADEME
- Les autres formes de soutien à différents moments des projets
- Les retombées territoriales positives
- Le cadre juridique de ces projets EnR

- **Contenu**

- Les types de projets EnR
- Le rôle des collectivités dans les projets EnR à gouvernance locale
- Le rôle de l'ADEME à différents moments des projets
- Le tour d'horizon et cadre juridique des projets
- Les bénéfices de ces projets
- Des exemples de projets citoyens

- **Analyse**

L'article est intéressant pour définir les différents types de projets énergétiques (EnR) et étudier le rôle des citoyens dans leur développement. Il met en lumière le rôle clé des collectivités et du territoire & les retombées locales. Enedis peut voir comment se placer au vu des précisions sur les types d'interventions des collectivités / de l'ADEME à chaque étape du projet. Il donne des exemples précis de communautés énergétiques à aller interviewer et consulter vis-à-vis d'Enedis. Mais le texte porte sur un sous-thème peut-être trop précis pour Enedis et porte plutôt sur le rôle des acteurs publics (collectivités, agences etc.) que privés. Aussi, Enedis a peut-être peu d'intérêt / pas de possibilités de collaborer avec des projets où l'actionnariat est détenu par des citoyens et où le principe est d'éviter l'appropriation par des grands acteurs privés.

- **Mots-clefs**

gouvernance, projets EnR à gouvernance locale / citoyens, collectivités, territoire, ADEME.

BLONDEL J-B. , PONTIF J. , CHEVALIER M. (2021, 26 juin). *Les communautés énergétiques, levier de mobilisation massive des acteurs locaux dans la transition énergétique ?* Wavestone. [Les communautés énergétiques, quel rôle dans la transition ? \(wavestone.com\)](https://www.wavestone.com/fr/fr/actualites/communautes-energetiques-quel-role-dans-la-transition-energetique)

* Auteurs

- **Thèmes abordés**

Alors que la transition énergétique doit s'accélérer, les CE, nouveau concept européen, peuvent-elles changer la donne ? Concept large et encore émergent, les communautés énergétiques présentent un potentiel important de mobilisation des acteurs locaux dans la transition énergétique, grâce à un positionnement de tiers de confiance doté d'un ancrage local. Jusqu'ici principalement orientées sur la production d'énergie, leur capacité à s'emparer de nouveaux modèles économiques autour des changements des usages est clé, avec l'appui d'un dispositif de soutien territorial et national adapté.

- **Contenu**

- Enjeux des parties prenantes par rapport aux communautés énergétiques (schéma)
- La réussite de la transition énergétique passe par la mobilisation des acteurs locaux : collectivités, entreprises et citoyens
- Emergentes, les communautés énergétiques sont essentiellement centrées sur la production d'énergie renouvelable
- Des projets à géométrie variable : différentes typologies de communautés en France et en Europe (schéma)
- Ce nouveau concept ne joue pas encore le rôle de catalyseur attendu
- La réussite des communautés passe par la convergence d'intérêts entre collectivités, acteurs privés locaux et collectifs citoyens

- **Analyse/intérêt**

Article identifie les défis, les problèmes et les motivations des CE dans un contexte mouvant et subissant un développement contrasté (non sans obstacles), tout en comprenant les avantages que ces communautés détiennent et peuvent activer afin de changer la donne.

E.DSO. (2021, juin). *DSOs as facilitators of energy communities*.

[E.DSO Position Paper on Energy communities FINAL \(edsofsmartgrids.eu\)](https://edsofsmartgrids.eu)

*** Auteur :**

E.DSO est un regroupement d'association européenne leader des gestionnaires de réseau de distribution (GRD = DSO). [E.DSO \(edsofsmartgrids.eu\)](https://edsofsmartgrids.eu)

- **Thèmes abordés :**

L'apparition des CE et leur impact sur le réseau d'électricité en fonction du type de place qu'elle veulent prendre face aux GRD, le rôle des GRD et leurs défis, ainsi que ceux des communautés énergétiques.

“L'objectif de ce document est d'illustrer l'engagement des GRD, en tant que facilitateurs neutres du marché, à permettre de manière proactive la mise en œuvre des communautés énergétiques. À cette fin, il explore le cadre juridique récemment mis en œuvre, la relation naturelle entre les communautés énergétiques et les GRD, ainsi que les opportunités et les défis qui la façonnent.”

- **Contenu :**

- Introduction
- Energy communities and the Clean Energy Package
- Current state of play
- DSOs and Energy Communities: facilitating the energy transition together
- Remaining challenges

- Conclusions and Recommendations

- **Analyse/intérêt :**

Fait un focus sur les GRD et leur fonctionnement/particularités, donc l'analyse se fait de leur point de vue sur les CE : très pertinent pour notre sujet. Le document est très complet (aborde pratiquement toutes les thématiques de notre problématique).

“Les principaux distributeurs d'électricité en tant que facilitateurs de la transition énergétique, représentés par E.DSO, suivent de près le développement des communautés énergétiques à travers l'Europe. Ces communautés peuvent créer une grande valeur et aider les citoyens à s'engager plus activement dans la transition énergétique. Les GRD ont un rôle clé à jouer pour permettre leur bon développement.”

EISERMANN. Miriam (2021, 28 septembre). *Conditions d'accès au réseau des communautés énergétiques citoyennes*. Energy Cities. [Conditions d'accès au réseau des communautés énergétiques citoyennes - Energy Cities \(energy-cities.eu\)](https://energy-cities.eu/conditions-d-access-au-reseau-des-communautes-energetiques-citoyennes)

- **Auteur**

Miriam EISERMANN dirige la communication des activités politiques de Energy Cities depuis 2013

- **Thèmes abordés**

Article qui revient sur le mémoire d'Andréa Wainer et partage ses conclusions sur les défis et opportunités que rencontrent les communautés énergétiques citoyennes dans leur accès au réseau en France et en Allemagne.

- **Analyse/intérêt**

L'article replace le cadre juridique dans lequel les communautés énergétiques naissent et le flou que cela créé à l'échelle nationale, et analyse les enjeux de leur relation avec le GRD.

- **Contenu**

- Une situation contrastée : deux pays, deux modes de gestion du réseau
- Les règles et le coût de raccordement étant fixés au niveau national, quelle marge de manœuvre pour les municipalités ?
- Les villes, un intermédiaire utile pour un accès juste et optimisé

Energie partagée. (2021). *Pour une région... pleine d'énergie citoyenne !* <https://energie-partagee.org/ressource/regionales-pour-une-region-pleine-denergie-citoyenne/>

- **Auteur**

Energie partagée, mouvement français de promotion, d'accompagnement et de financement de projets de production EnR dont le financement et la gouvernance sont maîtrisées par des collectivités & des collectifs citoyens.

- **Thèmes abordés**

Les régions & les objectifs EnR, les différents dispositifs régionaux. L'organisation des acteurs locaux au sein des régions. Les retombées économiques territoriales de l'investissement des régions.

- **Contenu**

- Le rôle des régions dans la mise en place d'objectifs EnR
- Les dispositifs régionaux & potentialités
- Les sociétés commerciales & leur rôle
- Les bénéfices territoriaux des projets citoyens (cf. Article de l'ADEME)

- **Analyse (intérêts / limites)**

L'article met bien en évidence le rôle du territoire, et notamment de la région pour soutenir les projets à gouvernance locale. Il détaille des exemples d'intervention régionale, que l'on a trouvé nulle part ailleurs, et est accompagné de chiffres pertinents. Il confirme certaines lectures précédentes en économie : l'organisation d'acteurs locaux en sociétés commerciales & les retombées territoriales bénéfiques. Il a été très utile pour monter la grille d'entretien de l'ADEME & le sera pour l'entretien avec Energie partagée.

- **Mots-clefs**

gouvernance, régions, EnR & investissements, SRADDET, mobilisation des collectivités & habitants, projets citoyens

Fabrégat, Sophie (2013, 12 juillet). *Débat sur l'énergie : la gouvernance des réseaux n'a pas été totalement tranchée*. Actu-Environnement. <https://www.actu-environnement.com/ae/news/gouvernance-reseaux-distribution-energie-financement-turpe-19238.php4>

- **Auteur**

Actu environnement titre de presse professionnel spécialisé français lancé en 2003 sur Internet. Sophie Fabrégat journaliste & rédactrice spécialisée sur les sujets de l'environnement.

- **Thèmes abordés :**

- Le rôle et la gouvernance du territoire & des collectivités dans la transition énergétique
- Liens & enjeux entre propriétaires et concessionnaires du réseau électrique
- Equilibre régulation nationale / locale des EnR

- **Contenu**

- Enjeux de gouvernance au débat national sur la transition énergétique (DNTE)
- Territorialisation de la transition
- Loi Grenelle & insuffisances
- Equilibre régulation locale & nationale
- Transparence financière des GRD dans un contexte de déséquilibres

- **Analyse**

L'article met en évidence certains enjeux sous-jacents des contrats de concession aux GRD : manque de transparence, d'informations, des collectivités qui se sentent dépossédés, déséquilibres entre

régulation locale / nationale. Il présente des potentielles solutions pour trouver un équilibre et augmenter la transparence en faveur des collectivités et acteurs publics. Cependant, l'article est un peu vieux et nous montre mal combien de collectivités sont de cet avis. Nous n'avons pas d'informations récentes sur les critères de transparence des GRD.

- **Mots-clefs**

gouvernance – transparence - collectivités - GRD

FNCCR. (2021). Projets d'énergies renouvelables : Rôle et actions des collectivités et de leurs groupements. [RÔLE ET ACTIONS DES COLLECTIVITÉS ET DE LEURS GROUPEMENTS | FNCCR](#)

- **Auteur**

FNCCR, Fédération nationale des collectivités concédantes et régies, fédère plus de 850 collectivités dans le domaine de l'énergie (électricité, gaz, EnR&R, chaleur, froid), de l'éclairage public, des déchets, du numérique et de l'eau et l'assainissement. La FNCCR accompagne les collectivités dans leurs projets EnR&R, en leur apportant un conseil personnalisé, en organisant des journées d'études et des groupes de travail spécifiques et en leur permettant d'échanger et de co-construire ensemble les évolutions de la filière.

- **Thèmes abordés**

L'implication des collectivités dans le développement des EnR a connu de récents développements quant à leur degré de participation et quant à leur positionnement en tant qu'acteurs d'impulsion, notamment au regard de leur place dans les instances de décision des projets structurants sur les territoires. Par ailleurs, la récente accélération du développement des énergies renouvelables et les futurs objectifs des deux prochaines programmations pluriannuelles de l'énergie (2019-2023 et 2024-2028) soulèvent également des questions en termes de gouvernance, de développement de projets et de champs d'actions des collectivités.

- **Contenu**

1. RÔLE DES COLLECTIVITÉS : 4 axes d'action, et quelques chiffres sur le développement des projets d'ENR par les collectivités.
2. DEUX VOIES OUVERTES AUX COLLECTIVITÉS POUR ENTRER DIRECTEMENT DANS LA GOUVERNANCE D'UN PROJET D'ÉNERGIES RENOUVELABLES SUR LEUR TERRITOIRE
 - la participation au capital d'une société privée ayant pour objet la production d'ENR : le cadre juridique applicable avant et après la loi énergie-climat
 - les structures intermédiaires
 - zoom sur les entreprises publiques locales
3. LES OUTILS DE LA FINANCE PARTICIPATIVE AU SERVICE DES PROJETS D'ÉNERGIES RENOUVELABLES
4. LES OUTILS D'AIDE AU FINANCEMENT DES PROJETS
5. RAPPEL DES OBJECTIFS PRÉVISIONNELS DES DEUX PROCHAINES PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE (PPE)
6. LES AODE : DES ACTEURS AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

- zoom sur les innovations portées par les AODEs

- **Analyse/intérêt**

Aborde selon les dernières actualités le rôle des collectivités dans les projets d'énergie renouvelable. Détaille de manière précise les modalités de participation/intervention des collectivités.

Le Monde. (2021, 10 octobre). *Energie solaire : « La France interdit aux collectivités d'apporter leur soutien à des projets aux retombées économiques réelles ».*

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/10/10/energie-solaire-la-france-interdit-aux-collectivites-d-apporter-leur-soutien-a-des-projets-aux-retombees-economiques-reelles_6097809_3232.html

- **Auteurs**

Tribune collective au Monde. Signataires : Mélodie de l'Épine, coprésidente d'Énergie partagée. Christophe Ferrari, président de Grenoble Alpes Métropole, Anne Hidalgo, maire de Paris, Yannick Jadot, député européen...

- **Thèmes abordés**

- Aides pour les projets citoyens type projets toiture photovoltaïque
- Collectivités, membres d'Énergie partagée & réactions face aux décisions gouvernementales / européennes
- Mécanisme de modulation du tarif d'achat photovoltaïque

- **Contenu**

- Présentation de la tribune & des signataires
- Arrêté gouvernemental octobre 2021 : interdit cumul des aides projets toiture photovoltaïque
- Mécanisme de modulation tarif d'achat photovoltaïque & avantages
- Dénonciations des auteurs

- **Analyse**

La tribune a pour avantage de présenter une perception des décisions gouvernementales qui tendent à limiter le développement trop rapide des EnR. C'est un engagement très clair de la part de certains acteurs politiques (ex Y. Jadot). Cependant il se limite à une décision gouvernementale très précise et ne prend pas en compte le cadre national qui tend à faciliter le développement des EnR.

- **Mots-clés**

tribune - arrêté gouvernemental – modulation du tarif d'achat photovoltaïque - stratégie industrielle française

Michel Derdevet, & Nicolas Mazzucchi. (2019, 18 mars). *Les communautés énergétiques citoyennes et l'autoconsommation peuvent se révéler néfastes pour l'accès à l'électricité*. Le Monde.fr.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/03/18/les-communautés-energetiques-citoyennes-et-l-autoconsommation-peuvent-se-reveler-nefastes-pour-l-acces-a-l-electricite_5437721_3232.html

- **Auteurs**

Tribune au Monde. Michel Derdevet ancien secrétaire général d'Enedis, dirigeant d'entreprise & essayiste spécialisé sur le sujet de l'énergie et des politiques européennes. Nicolas Mazzucchi docteur en géographie économique, chercheur à la fondation pour la recherche stratégique, spécialiste des questions Energie.

- **Thèmes abordés**

- Opérateurs historiques du réseau d'électricité
- Institutionnalisation CEC & Clean Energy package européen 2017
- Effets néfastes du développement des CEC : augmentation des coûts

- **Contenu**

- Contexte d'après-guerre et réseau électrique historique
- Développement des communautés énergétiques
- Effets néfastes : augmentation des coûts avec l'installation des micro-équipements (ex Allemagne / Danemark)

- **Analyse de l'article**

En s'appuyant sur le cas allemand & danois, les auteurs préviennent de manière efficace de l'augmentation des coûts pour les ménages. L'article résume rapidement le passage d'un réseau centralisé à la décentralisation & la libéralisation par les EnR. Toutefois, c'est une tribune, donc un avis et il faut faire attention à son interprétation. C'est surprenant de voir qu'il a été co-écrit par l'ancien secrétaire général d'Enedis : on peut se demander si c'était une position partagée au sein de l'entreprise etc. Reprend-il simplement la crainte de certains acteurs ou est-ce une prise de position contre l'émergence des communautés ? Est-ce pertinent de comparer 3 systèmes électriques complètement différents ? Nous avons un principe de tarif unique & de solidarité en France qui empêcheraient peut-être l'augmentation des coûts.

- **Mots-clés**

réseau national - communautés énergétiques - microéquipements & coûts - Allemagne, Danemark

Aras Melis. (2021). *Énergies renouvelables et coopération transfrontalière : la gouvernance multi-niveaux du processus de planification énergétique*. OpenEdition Journals.

<https://journals.openedition.org/vertigo/31269>

- **Auteur**

Revue VertigO revue électronique en sciences de l'environnement, pour la promotion et la diffusion de recherches scientifiques sur l'environnement (créé en 2000). **Melis Aras** chercheure postdoctorale en droit de l'environnement, droit des EnR etc.

- **Thèmes abordés**

la nécessité d'une coordination transfrontalière des EnR en Europe, comment la renforcer. Tensions entre gouvernance territoriale des EnR & centralisation du cadre juridico-politique (enjeux liés aux pbs de sécurité d'approvisionnement).

- **Contenu**

Introduction : la stratégie européenne pour une Union de l'énergie et la pertinence d'une gouvernance multi-niveaux dans le contexte énergétique

- La gouvernance partagée dans le contexte du dév° transfrontalier des EnR : UE, EnR
- La gouvernance de la planification du réseau national pour la production d'EnR : RTE, CRE, Collectivités & GRD
- La gouvernance de la production & de la consommation locales d'électricité : rôles & compétences des collectivités. Cadre européen des CER / CEC etc.

- **Analyse**

Le document est utile pour révéler des enjeux de gouvernance clés dans le système énergétique actuel entre les Etats nationaux, l'UE et les acteurs locaux. Il y a un décalage entre la volonté d'un marché européen d'énergie, une production centralisée pour assurer un approvisionnement sécurisé & la décentralisation de la production d'EnR confirmée par la pluralité des acteurs. Cette réalité reprend exactement le paradoxe dans lequel Enedis est pris : soutenir les EnR et ne pas perdre son rôle central. La solution proposée est la coopération & la gouvernance transfrontalières entre Etats, collectivités, gestionnaires de réseaux, entreprises de distribution à une échelle européenne, nationale et locale.

C) Juridique

EnergyCities, Friends of the Earth Europe, ResCoop, Greenpeace (2018). *Libérer le potentiel des communautés d'énergies renouvelables*. 36p.

https://energie-partagee.org/wp-content/uploads/2019/04/community_energy_french.pdf

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52018R2515>

- **Auteurs**

EnergyCities, Friends of the Earth Europe, ResCoop & Greenpeace: associations écologistes engagés dans la politisation, la diffusion de connaissances et le soutien aux structures associatives et coopératives privées sur les enjeux climatiques et environnementaux. Rapport soutenu par le Parlement Européen, la Commission européenne, le Parlement allemand (Bundestag), le Ministère allemand pour l'Environnement, la préservation de la Nature et la Sécurité nucléaire, l'European Climate Initiative (EUK).

- **Thèmes abordés**

Dans ce rapport de près de 40 pages, les associations engagées dans la défense de l'Environnement et des enjeux climatiques explicitent les changements de la nouvelle législation européenne en matière de production et de distribution de l'énergie reconnaissant désormais un statut juridique aux communautés d'EnR et communautés d'énergies citoyennes. Ayant particulièrement influencé les instances européennes pour la mise en œuvre de cette politique, le document développe une vision partisane, exposant l'avenir des EnR, les potentiels mais aussi les obstacles au niveau local qui restent à franchir pour une diffusion massive de ces nouveaux modes de consommation et de production électrique.

- **Analyse (Intérêt et limites de ce document par rapport au projet PF ENEDIS)**

L'intérêt principal de ce document pour notre projet est multiple. D'abord, il explicite les principaux apports de la nouvelle législation européenne en la matière à laquelle le législateur français devra s'accorder. Ensuite, ce document, principalement adressé aux militants écologistes développe une vision partisane mais non moins intéressante par des exemples concrets de différentes structures préexistantes aux quatre coins de l'Europe, et qui dispose déjà d'un mode de fonctionnement et de financement qui sera amené à évoluer et à se développer du fait de la nouvelle législation. Le conflit existant entre institutions de l'énergie et structures/communautés d'EnR et/ou citoyennes apparaît déjà. Enfin, son approche multi-disciplinaire et riche permet d'évaluer les apports, manques et limites de cette nouvelle directive européenne. Sa prospection finale pousse à la réflexion aux différentes formes que pourront prendre ces communautés mais aussi de leur encrage et de leur relation future avec les collectivités territoriales, ce qui représentera une véritable révolution dans la gestion de la distribution électrique en Europe.

- **Mots-clefs**

Juridique, gouvernance, législation européenne, collectivités locales, économie et soutien financier local, potentiel et perspectives

République Française (2019). *LOI n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat*. Légifrance

https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000039358672

- **Auteur**

Législateur français. Initié par le gouvernement, cette loi fut votée par la majorité au Parlement après travail législatif. Cependant cet article de la loi n'est que la reformulation de la directive européenne concernant le nouveau statut des communautés d'énergie renouvelable. Le législateur ne fait ici que concrétiser cette démarche.

- **Thèmes abordés**

La transposition de la directive du nouveau droit européen relatif aux communautés d'énergies renouvelables (voir fiche consacrée) a été réalisé par l'Article 40 de la LOI n° 2019-1147 du 8 novembre 2019, aussi dite « Energie-Climat ». Elle vise donc à préciser les nouveaux droits acquis par ces communautés et défini dans quel cadre et par quelles obligations celles-ci peuvent-elles se constituer.

- **Contenu**

Rappel des objectifs généraux de la Loi : atteindre la neutralité carbone en 2050, conformément aux accords de Paris (2050).

- Réduction de 40 % de la consommation d'énergies fossiles d'ici 2030
- Arrêt de la production d'électricité à partir du charbon d'ici 2022
- Installation obligatoire de panneaux solaires et de végétalisation pour les nouveaux entrepôts, bâtiments commerciaux, infrastructures routières à l'abandon, zones de plans de prévention des risques technologiques
- Atteindre 33% d'EnR dans le mix énergétique d'ici 2030

L'article 40 de la Loi « Energie-Climat » introduit dans le droit national la notion de communauté d'énergies renouvelables comme définie par la directive de l'Union européenne (*voir fiche consacrée*) Cette communauté d'énergie renouvelable est autorisée à :

- produire, consommer, stocker et vendre de l'énergie renouvelable, y compris par des contrats d'achat d'électricité renouvelable
- partager, au sein de la communauté, l'énergie renouvelable produite par les unités de production détenues par ladite communauté ;
- accéder à tous les marchés de l'énergie pertinent, directement ou par l'intermédiaire d'un agrégateur.
- La loi permet également aux organismes d'habitations à loyer modéré de devenir personne morale organisatrice d'une opération d'autoconsommation collective, ce qui permettra aux locataires de réduire leur facture énergétique (*Article 41*)

La définition et les compétences accordées à ces communautés énergétiques sont précisées dans le Code de l'Energie (*abrogée par l'Article L315 précisant les dispositions du précédent Article 40 de la présente Loi – voir fiche consacrée à l'Article L315 du CE*)

En leur qualité d'intervenant privilégié dans les politiques économiques et sociales locales, les collectivités territoriales sont autorisées à participer au capital des communautés d'énergies renouvelables (*cf. Code général des Collectivités territoriales*), et à participer au soutien logistique et matériel dans les limites de leurs compétences (*Article 42*).

- **Analyse (Intérêt et limites de ce document par rapport au projet PF ENEDIS)**

En bref, la lecture de l'Article 40 de la Loi Climat-Energie (2019) et de ces différents alinéas n'apporte pas de nouveaux éléments d'éclairage centraux dans la compréhension de la transformation du système de gestion et de distribution de l'électricité en France. Elle ne fait que concrétiser et reformuler la directive européenne l'exortant de donner à ces nouvelles communautés un statut juridique leur assurant les droits de production et de partage électrique ainsi que de sa participation sur les marchés financiers. Elle détaille cependant clairement le contexte global de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et démontre ainsi l'intérêt de ces communautés d'EnR dans cette politique nationale de

transition énergétique. Plus de détails sur le mode de fonctionnement qu'induisent ces changements sont donc à chercher dans le Code de l'Énergie, nouvellement amendé à la suite de cet apport législatif.

- **Mots-clefs**

juridique, législation française, communautés d'énergies, Loi Climat-Energie, marché de l'Énergie

Rüdiger Andreas (2019). *Les projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables en France - État des lieux et recommandations*. IDDRI, n°3, mai 2019, Presses Universitaires de SciencesPo, Paris, 36p.

<https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20iddri/Etude/201906-ST0319-ENR%20citoyens.pdf>

- **Auteur**

Andreas Rüdiger - pour l'IDDRI (Institut du Développement Durable et des Relations Internationales), est un juriste spécialiste des questions juridiques et administratives des enjeux environnementaux, en particulier des structures engagées dans la transition énergétique et les énergies renouvelables. Il rédige ce document dans un cadre universitaire. Son étude est publiée dans les Presses de SciencesPo.

- **Thèmes abordés**

Dans cette étude, Andreas Rüdiger définit les termes juridiques de communautés d'énergies renouvelables et de communautés d'énergie citoyenne. A partir de ces définitions, il s'intéresse ensuite aux modalités juridiques et techniques du financement de ces projets, notamment le "bonus participatif", comparant ensuite ces moyens par rapport aux modèles allemand et néerlandais. Enfin, l'auteur s'attache à expliciter la nouvelle législation européenne portant sur les énergies renouvelables, montrant tout le potentiel des énergies renouvelables et des communautés d'EnR dans un avenir proche. Néanmoins, montrant que la logique de marché l'emporte en France, il en appelle à la constitution d'une stratégie nationale énergétique cohérente de long terme pour faciliter la création de ces nouvelles structures et modes de consommation électrique.

- **Contenu**

Les apports de cette étude pour notre projet est multiple. Tout d'abord, la définition des termes "communautés d'EnR" et "communautés d'énergie citoyenne" nous éclaire sur les vocations de ces deux structures respectives, différence jusqu'alors peu clair pour nous. Son caractère multidisciplinaire prouve la complexité de la nouvelle législation européenne pour l'énergie ainsi que ces conséquences sur le système électrique français actuel. En outre, il apporte des éléments intéressants quant aux modes complexes de financement et de création de ces communautés citoyennes et communautés d'EnR. La comparaison avec les exemples allemand et néerlandais nous permet par ailleurs de mieux comprendre les spécificités du modèle de gouvernance énergétique français, en particulier de ces limites à la prolifération de ces communautés. Enfin, cet article nous a permis de compléter et approfondir nos connaissances sur la nouvelle réglementation et donner des pistes de réflexions intéressantes du devenir de ces communautés en France après la traduction dans le Droit français des Directives européennes, plus ouverte et moins centralisatrices sur ces enjeux.

- **Mots-clefs**

Gouvernance énergétique, juridique, législation européenne, projets participatifs, financement de projets citoyens, communautés d'EnR

Wainer Andrea. (2021). *Electricity Network Governance challenges & opportunities for Energy Communities to access the Grid*. Mémoire de Recherche, Faculty of Beta Sciences - Vrije Universiteit Amsterdam Master Thesis Environment and Resource Management, Amsterdam.

- **Auteur**

Andrea Wainer est l'auteure de la présente étude sur les opportunités et les obstacles au développement des communautés d'énergie dans le système de gouvernance électrique, en France et en Allemagne. Cette étude a été menée dans le cadre de son mémoire de master pour l'Université d'Amsterdam dans le domaine de l'environnement et du management des ressources.

- **Thèmes abordés**

Dans ce mémoire, l'auteure présente une comparaison entre le système d'électricité français et le système électrique allemand pour expliquer

- **Analyse**

Ce mémoire est très éclairant pour déjà nous rappeler l'état du réseau et des énergies en France et de la place des communautés énergétiques dans le système au regard des aspects juridique, technique, de gouvernance et sociale. Son analyse comparée avec l'Allemagne nous permet d'avoir un apport plus large qui dépasse le cadre national, mais qui dépasse le cadre de notre projet PF. L'état de littérature sur lesquels elle s'est appuyée pour faire son entretien, ayant plusieurs similitudes avec le nôtre pour le cas français est assez encourageant.

- **Mots-clefs**

Système électrique français, étude comparative, opportunités & obstacles, communautés EnR, gouvernance locale, gouvernance énergétique, finance

D) Technique

AdCF. (2017, octobre). *Les communautés au coeur des politiques locales d'énergie. Plans climat-énergie territoriaux et actions d'efficacité énergétique*. https://www.adcf.org/files/Etude_AdCF-Politiques-Energie_2011.pdf.

- **Auteur**

Intercommunalités de France (AdCF) est une association de collectivités locales française dont les missions sont la promotion de la coopération intercommunale, l'appui juridique et technique aux communautés, la conduite et la publication d'études sur le fait intercommunal en France.

- *** Thèmes abordés**

- Le rôle des collectivités territoriales (CT) dans les politiques énergétiques, avec l'élaboration des plans locaux d'énergie via le Plan climat-énergie territorial (PCET). Ce que peut faire la CT au niveau énergétique, ses leviers d'action. Les possibilités de production, distribution et consommation d'énergie.

- **Contenu**

Doc d'environ 150 pages.

Chap 1 : Élaboration et programmation des politiques locales d'énergie, avec le PCET

Chap 2 : Compétence énergie : les actions des communautés.

Sous parties intéressantes pour nous :

- La communauté, facilitatrice de l'action énergétique des communes
- Les leviers d'action dans les compétences des communautés

Chap 3 : L'énergie dans les territoires : de la production à la consommation

Sous parties intéressantes :

- La production locale d'énergie --> Description des différents types d'EnR
- Distribution, commercialisation et consommation énergétique --> Comment, concrètement, on fait ? + la place des CE dans la gouvernance éner territoriale

- **Analyse**

Document très long et pas exactement sur les CE, donc ne concerne pas directement notre sujet. Cependant, si on souhaite faire un focus sur les CT (livrable 2 ?) pourra être très intéressant. Chapitre 1 qui ne nous concerne normalement pas. Chap 2 et 3 : quelques explications et exemples sur les différents moyens de production d'EnR qui peuvent aussi nous concerner. Fin du dernier chapitre sur la distribution, le commercialisation et consommation pourra être repris pour livrables 1 et 2.

- **Mots-clefs**

(dont *gouvernance, juridique, technique, financier*) : Technique, gouvernance

Andreï, A., Beck, S., Don Mahawattege, A., Foussard, A., Laghouati, R., Lauerjat, J., Merly-Alpa, T., Misak, É., Phan, C., Plouhinec, C., Rathle, J.-P., Ribon, O., & Riedinger, N. (2021, septembre). *Chiffres clés de l'énergie*. Data Lab - Chiffres clé de l'énergie édition 2021. <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-energie-2021/>

- **Auteurs**

Alexandru Andreï, Simon Beck, Amanda Don Mahawattege, Alexis Foussard, Rachida Laghouati, Jean Lauerjat, Thomas Merly-Alpa, Évelyne Misak, Cécile Phan, Corentin Plouhinec, Jean-Philippe Rathle, Olivier Ribon, Nicolas Riedinger, rédacteurs du service des données et études statistiques (SDES). Le SDES a pour mission d'organiser le système d'observation socio-économique et statistique en matière de logement, de construction, de transports, d'énergie, d'environnement et de développement durable, en liaison avec les institutions nationales, européennes et internationales intéressées. Ce service assure les fonctions de service statistique des ministères chargés de l'environnement, de l'énergie, de la construction, du logement et des transports.

- **Thèmes abordés**

Chiffres clés de l'énergie, production et consommation d'énergie en France et dans le monde, ressources et usages par forme d'énergie

- **Contenu**

- Production et consommation d'énergie en France et dans le monde
- Ressources et usages par forme d'énergie
- Données-clés
- Principaux concepts

- **Analyse**

Un document très complet sur les chiffres de l'énergie en France et dans le monde pour l'année 2020 qui offre une vision claire de la production et consommation d'énergie et leur évolution, ainsi que des comparaisons internationales des principaux indicateurs. Ce document permet également d'appréhender et de se familiariser avec des concepts clés, tels que le bilan énergétique, consommation d'énergie primaire/finale, énergies renouvelables, etc. Nécessaire pour une vision globale de la situation actuelle en matière d'énergie. Mais ne donne pas d'information sur les communautés énergétiques.

- **Mots-clefs**

Technique, production et consommation d'énergie, ressources et usages par forme d'énergie

CFAURY. (2018, juin). *Énergie et puissance – Sciences de l'Ingénieur*. <https://si.blaisepascal.fr/1t-energie-et-puissance/>

- **Auteur**

CFAURY : utilisateur du site des Sciences de l'Ingénieur au Lycée Blaise Pascal de Clermont Ferrand

- **Thèmes abordés**

Notions de puissance et d'énergie

- **Contenu**

- Notions de puissance et d'énergie

- **Analyse**

Un document utile pour comprendre et avoir des définitions claires des notions de puissance et d'énergie

- **Mots-clefs**

Technique, puissance, énergie

Commission de Régulation de l'Énergie. (2018). *Présentation des réseaux d'électricité*.

<https://www.cre.fr/Electricite/Reseaux-d-electricite/Presentation-des-reseaux-d-electricite>.

- **Auteur**

CRE : Commission de régulation de l'énergie. C'est l'autorité administrative indépendante chargée de veiller au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz en France. Créée en 2000

- **Thèmes abordés**

Présentation des réseaux de distribution : leur rôle, leur fonctionnement, les trois principaux types de réseaux... + module « l'électricité comment ça marche »

- **Contenu**

Description de ce qu'est un réseau, présentation des 3 types de réseaux. Fonctionnement de leur gestion et rôle de la CRE là-dedans

Module : « l'électricité comment ça marche » avec explications simples et claires de comment fonctionne la production, la distribution et la consommation d'électricité

Le réseau public de transport d'électricité : chiffres sur le réseau, info sur le fonctionnement

Les réseaux publics de distribution d'électricité : réseaux moyenne et basse tension, description fonctionnement et gestion. Enedis : 95%

- **Analyse**

Document intéressant pour nous : le module explique tout en simplifiant bien les aspects techniques de la production d'énergie. Description claire des différents réseaux de distribution, avec de nombreux chiffres. Petits paragraphes sur le développement de l'autoconso, mais reste minime. Sera pour la première partie du livrable 1, avec les généralités

- **Mots-clefs**

Technique, gouvernance

Commission de Régulation de l'Énergie. (2018, septembre). *L'électricité, comment ça*

marche ? Module sur fonctionnement de l'électricité. <http://modules-pedagogiques.cre.fr/m1/index.html>

- **Auteur**

Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) : est une autorité administrative indépendante française, créée le 24 mars 2000 et chargée de veiller au bon fonctionnement du marché de l'énergie et d'arbitrer les différends entre les utilisateurs et les divers exploitants.

- **Thèmes abordés**

Production, transport, distribution et consommation d'électricité

- **Contenu**

- Production d'électricité
- Transport et distribution
- Consommation

- **Analyse**

Un module très pédagogique pour comprendre le fonctionnement global de l'électricité en France.

- **Mots-clefs**

Technique, production, distribution, transport et consommation d'électricité

Corentin Patrigeon. (2019, 17 octobre). *Le photovoltaïque français pourrait grimper à 19 GW installés en 2023*. Batiactu. <https://www.batiactu.com/edito/industrie-francaise-photovoltaique-57737.php>

- **Auteur**

Corentin Patrigeon, journaliste du site d'informations consacré à l'actualité de la filière Bâtiment

- **Thèmes abordés**

Énergies renouvelables, photovoltaïque, programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), autoconsommation

- **Contenu**

- Grandes centrales au sol, grandes toitures et autoconsommation devraient tirer le marché
- Les prévisions de Xerfi sur le décollage de l'énergie photovoltaïque en France métropolitaine
- Une "réalité ambiguë" entre les acteurs historiques et les nouveaux spécialistes

- **Analyse**

Un article qui fait état des lieux des prévisions d'analystes sur le marché du photovoltaïque en France à l'horizon 2023.

- **Mots-clefs**

Technique, énergies renouvelables, photovoltaïque

Energie Partagée. (2020, 16 juin). *Les enjeux autour des communautés énergétiques en France*. <https://energie-partagee.org/ressource/webenr-les-enjeux-autour-des-communautes-energetiques-en-france/>.

- **Auteur**

Energie Partagée. Accompagne les initiatives de production d'énergie renouvelable qui associent les habitants et acteurs de leur territoire. Mouvement de promotion et de développer d'installations de production d'énergie renouvelable en France. Webinaire avec : Justine Peullemeulle, Responsable du Pôle Animation et du plaidoyer d'Énergie Partagée + Gwénoél Le Bars, Chargé de mission Energies renouvelables chez AMORCE

- **Thèmes abordés**

La place des collectivités territoriales (CT) dans de développement des communautés énergétiques (CE)

- **Contenu**

1) Emergence de projets citoyens et CT

Ce que les CT peuvent faire pour aider les citoyens dans l'émergence de projets de CE, aspect plutôt juridique. Peuvent s'impliquer à différents niveaux.

2) CE

Définition des CE, groupe de travail en cours pour la mise en place juridique

Les CE, d'où ça vient ? Quels sont leurs principes ? Différence CER et CEC dans les directives européennes --> Nouveaux droits européens. Question du projet de l'Etat Français et des ordonnances

3) Exemples de CE

Exemple à côté de Grenoble et dans les Monts du Lyonnais

- **Analyse**

Webinaire d'environ 1h, utile pour entretiens avec AMORCE et Energie Partagée. Fait mi-2020 donc probablement quelques évolutions depuis. Intéressant car explique assez clairement la différence CER et CEC. Explique aussi le rôle que les CT peuvent avoir dans ces CE, à utiliser pour le livrable 2 et même éventuellement le 1. Explications sur l'histoire des CE et leur évolution.

- **Mots-clefs**

Juridique, Gouvernance

ENGIE. (2020, juillet). *Autoconsommation collective*. ENGIE

<https://particuliers.engie.fr/electricite/autoconsommation-collective.html>

- **Auteur**

Engie, société anonyme, groupe industriel énergétique français né de la fusion de Gaz de France et Suez en 2008, son activité est basée dans la fourniture d'énergie et les services. Depuis 2016, le groupe s'engage dans la transition énergétique et le numérique.

- **Thèmes abordés**

Partage d'énergie solaire, exemple du projet d'autoconsommation collective Harmon'Yeu, communauté d'énergie

- **Contenu**

- Une électricité solaire partagée

- L'expérimentation Harmon'Yeu, un projet collaboratif et solidaire

- La communauté d'énergie

- **Analyse**

Le site permet de comprendre comment fonctionne le partage d'énergie sous forme de communauté énergétique et offre l'exemple intéressant du projet Harmon'Yeu. Cependant, il n'explique pas, ni ne fait la distinction entre autoconsommation collective et communauté d'énergie.

- **Mots-clefs**

Technique, autoconsommation collective, communautés d'énergie, partage d'énergie solaire

ENGIE. (2020, juin). *En Vendée, ENGIE lance la première communauté énergétique renouvelable pour partager l'électricité solaire entre voisins d'un même quartier.* ENGIE.

Engie.com. <https://www.engie.com/communaute-energetique-innovante-vendee>

- **Auteurs**

Engie, société anonyme, groupe industriel énergétique français né de la fusion de Gaz de France et Suez en 2008, son activité est basée dans la fourniture d'énergie et les services. Depuis 2016, le groupe s'engage dans la transition énergétique et le numérique.

- **Thèmes abordés**

Autoconsommation collective, partage d'électricité, photovoltaïque, transition énergétique

- **Contenu**

- Un fonctionnement inédit
- Apport environnemental et volonté locale
- L'autoconsommation collective : une solution d'avenir sur laquelle mise ENGIE

- **Analyse**

Informations sur le fonctionnement et les apports d'un exemple de projet d'autoconsommation collective en France bien résumées donc utile pour se faire une première idée concrète, mais insuffisant pour rentrer dans les détails techniques.

- **Mots-clefs**

Technique, autoconsommation collective, partage d'électricité, photovoltaïque, transition énergétique

Grégory Lamotte. (2020, 17 avril). *Les communautés d'énergie renouvelables ; comment en créer une ?* Comwatt. <https://www.comwatt.com/blog/photovoltaique-autoconsommation/lexique/communaute-energie/>.

- **Auteur**

Grégory Lamotte, fondateur et président de Comwatt. Comwatt est un fabricant de box autoconsommation solaire.

- **Thèmes abordés**

Ce que sont les communautés d'énergie, comment on fait et comment ça se passe (rédigé en avr. 2020).

- **Contenu**

Document relativement court (équivalent 2 pages Word).

- Qu'est-ce qu'une communauté d'énergie ?

Définition très large

- Comment créer une communauté d'énergie ?

Constitution juridique + passage sur la directive européenne

- En pratique, comment cela se passe ?

Exemple avec un cas plus ou moins pratique

- **Analyse**

Document très court et très généraliste, peu d'informations nouvelles. Ecrit mi 2020 donc pas mal d'évolutions depuis, mais donne des premières infos.

- **Mots-clefs**

Technique

International Labour Office et Cooperative Branch. (2013). *Providing Clean Energy and Energy Access through Cooperatives*. Geneva: ILO.

- **Auteur**

International Labor Office : Organisation Internationale du travail. Agence spécialisée de l'ONU. Mission : rassembler gouvernements, employeurs et travailleurs des Etats membres pour promouvoir droits au travail, renforcer dialogue social ds domaine du travail... Fondée en 1919

- **Thèmes abordés**

Aspect international des coopératives énergétiques (= communautés énergétiques ?). Définition, exemples concrets avec différents types de coopératives, actions à mettre en place pour les promouvoir

- **Contenu**

Chap 1 : Les coopératives énergétique : le modèle et sa signification à Ce que sont les coop éner, leurs avantages dans la production et distribution d'énergie, leur taille et leur prévalence, les différents types.

Chap 2 : La diversité des coopératives énergétiques : sélection d'études de cas à Les coopératives d'électrification rurale, les centres d'énergie, la biomasse, les coopératives éoliennes et photovoltaïque

Chap 3 : Promouvoir les coopératives énergétiques : conditions propices à Promotion des coop éner par l'Etat, par le mouvement coopératif, par les organisations internationales.

- **Analyse**

Document relativement long (45 pages). En anglais donc traduction nécessaire.

Est relativement intéressant mais concerne toute l'Europe, voire le monde entier. Donc pas forcément directement en lien avec notre rendu centré sur la France. En conséquence, seulement quelques passages qui nous concernent vraiment. Cependant exemples internationaux pourraient être intéressants pour le livrable 2, avec des comparaisons internationales.

- **Mots-clefs**

Technique, gouvernance

Ministère de la transition écologique. (2012, décembre). *Rapport sur l'autoconsommation et l'autoproduction de l'électricité renouvelable*.

https://tecsol.blogs.com/mon_weblog/2015/02/rapport-sur-lautoconsommation-et-lautoproduction-de-l%C3%A9lectricit%C3%A9-renouvelable.html.

- **Auteur**

Direction générale de l'énergie et du climat, Direction de l'énergie, Groupe de travail national sur l'autoproduction de l'électricité renouvelable. Groupes gérés par le ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie (décembre 2014)

- **Thèmes abordés**

Autoconsommation, pas forcément collective. Aspects économiques, techniques. Recommandations sur le secteur photovoltaïque + dispositifs de soutien mis en place par le gouvernement en 2014.

*** Contenu**

- I. L'autoconsommation et l'autoproduction : contexte réglementaire et définition
- II. Opportunités et enjeux de l'autoconsommation / autoproduction
- III. Différents types d'autoconsommateurs / autoproducteurs
- IV. L'autoconsommation / autoproduction dans les zones non interconnectées (ZNI)
- V. L'impact de l'autoconsommation / autoproduction sur les fondamentaux économiques du système électrique et le financement du soutien aux énergies renouvelables
- VI. La rémunération et le financement de l'autoconsommation / autoproduction
- VII. Architecture d'un dispositif de soutien à l'autoconsommation / autoproduction

- **Analyse**

Document long (195 pages). Est assez ancien (2014) donc certaines informations peuvent être dépassées. Concerne l'autoconsommation de manière générale, donc aussi bien individuelle que collective. En conséquence, est assez loin de notre sujet des CE. Cependant, quelques parties intéressantes éventuellement pour l'aspect très technique et ce que l'AC a pu changer, ou les questions qui se posent face à leur développement.

- **Mots-clefs**

Technique, gouvernance

E) Revue Flux (sciences sociales)

Debizet Gilles et Pappalardo Martha. *Communautés énergétiques locales, coopératives, citoyennes et autoconsommation collective : formes & trajectoires en France*. Revue « Flux », 2021/4, n°126, pages 1 à 13

<https://www-cairn-info.ressources.sciencespo-lyon.fr/revue-flux-2021-4-page-1.htm>

- **Auteurs**

Du Laboratoire de sciences sociales Pacte de l'Université Grenoble Alpes, Gilles Debizet maître de conférences, sociologue de la fabrique de la ville et des territoires, des transitions écologiques et énergétiques & Marta Pappalardo chercheuse associée, architecte, docteure en aménagement de l'espace.

- **Thèmes abordés**

Les débats scientifiques autour de la notion de communauté énergétique en France & à l'international. Notion de post-réseau : sortir du réseau national comme système socio-technique d'après-guerre, à remettre en question aussi. 3 grandes contributions : leur imbrication dans l'espace, une réflexion sur les modes de gouvernance & d'organisation des acteurs et le rapport aux régulations. Différences entre autoconsommation collective & communautés.

- **Contenu**

- Les communautés énergétiques : un objet multiple dans un champ de recherche récent
Débats scientifiques, en France & à l'international
Les contributions de ce numéro thématique

- Emergence & déploiement des communautés énergétiques locales en France
La communauté locale comme contre-modèle au régime dominant ?
L'énergie communautaire à l'épreuve du local : passage obligé vs émanation
Deux niches & trajectoires institutionnelles : coopératives vs autoconsommation collective

Imbrication entre économies d'échelles, professionnalisation & organisation
Concilier déploiement & financement du réseau ?
Conclusion : débats & perspectives politiques en France

- **Analyse**

Très intéressant, résume les webinaires étudiés précisément, les grands travaux clés des sociologues français sur les communautés. Précisions sur ce qu'on entend par communautés, par autoconsommation collective & discussion d'un 3e modèle moins connu. Imbrication du terme dans les débats internationaux. Réflexions sur des évidences "sortie du modèle dominant" avec les communautés locales. Autoconsommation collective : pas les mêmes motivations, pas les mêmes acceptations. Problèmes liés aux deux cas.

- **Mots-clés**

réseau national - coopératives citoyennes – autoconsommation - littérature scientifique – territoire – gouvernance – post-réseau - système socio-technique – contre-modèle - institutionnalisation

Aubert Flora et Souami Taoufik. *Communautés Énergétiques et fabrique urbaine. Analyses croisées Allemagne, France, Royaume-Uni*. Revue « Flux », 2021/4, n°126, pages 14 à 25

[Communautés énergétiques » et fabrique urbaine. Analyses croisées Allemagne, France, Royaume-Uni | Cairn.info](#)

- **Auteurs**

Flora Aubert et Taoufik Souami

- **Analyse**

Avec cet article, nous pouvons encore affirmer qu'il est compliqué de définir clairement ce qu'est une communauté énergétique. Il serait donc intéressant de voir ou définir une définition qui s'appliquerait à l'échelle française. Un autre fait intéressant est l'angle d'étude de cet article en se focalisant sur la spécialité et la notion du territoire en usant du courant de la fabrique urbaine, ce qui est un autre point de vue qui change des approches classiques (ont une perspectives socio-politique).

L'intérêt de cet article c'est le développement des communautés énergétiques et le rapprochement fait avec le droit. A savoir, selon laquelle les communautés énergétiques, de par leur nature, se forme dans les failles des droits.

Plan de l'article

- Les « communautés énergétiques » : le surinvestissement des rapports socio-politiques et la lecture par la fabrique urbaine

- Des terrains et une approche empirique pour analyser les « communautés » à travers la fabrique urbaine

- Le rôle de l'espace et sa fabrique dans l'activité des « communautés énergétiques »

- Saerbeck : des initiatives citoyennes et municipales à forte base territoriales

- Marmagne : un projet institutionnel rattrapé par son périmètre spatial

- Nottingham : des configurations urbaines pour une « communauté énergétique »

- L'intrication des ressorts de la fabrique urbaine dans la construction des « communautés énergétiques »

- **Mots-clefs**

fabrique urbaine, système socio-politique, communauté énergétique, gouvernance, juridique, territoire

Assié Arnaud. *Refaire de l'énergie, les épreuves de porteurs de projets « citoyens » dans la production d'électricité*. Revue « Flux », 2021/4, n°126, pages 26 à 38

- **Auteur**

Arnaud Assié. Doctorant contractuel au CIREN (Centre international de recherche sur l'environnement et le développement)

- **Thèmes abordés**

La création des projets citoyens d'EnR : leur définition, leur évolution historique. Question de comment et pourquoi on les forme, de la différence avec les projets classiques.

- **Contenu (plan et informations présentes dans le document)**

Introduction

Méthodologie

Former un collectif de projet énergétique

Un nouvel imaginaire énergétique entre contestation et territorialisation

Dimensions politique et financière de la constitution des collectifs de projets

Articuler les dimensions citoyennes et financières d'un projet EnR

- Projet EnR, projet EnR citoyen : des assemblages distincts ?
- Les épreuves plus nombreuses des projets revendiquant une approche citoyenne
- Montée en réseau et reconfiguration des assemblages de projets

- **Analyse**

Document relativement long. Ne concerne pas directement les CE, mais plutôt les projets citoyens. Approche assez sciences sociales : pour quelle raison les gens décident de créer un projet de développement d'EnR, quels sont les problèmes posés ensuite. Auteur s'est beaucoup appuyé sur Energie Partagée donc rapprochement à faire avec leur entretien. Aspect économique avec les difficultés aussi mis en avant.

- **Mots-clefs : Gouvernance, économique**

Debizet Gilles. *Entretien de Didier Lafaille (CRE) réalisé par G.Debizet*. Revue « Flux », 2021/4, n°126, pages 71 à 76

<https://www-cairn-info.ressources.sciencespo-lyon.fr/revue-flux-2021-4-page-71.htm>

- **Auteur**

Gilles Debizet est maître de conférences et chercheur sur des domaines tels que les Communautés énergétiques / Fabrique urbaine / Innovation sociotechnique / Projets urbains / Transition écologique

- **Interviewé**

Didier Lafaille est secrétaire général du Comité de prospective de la Commission de la régulation de l'énergie (CRE) depuis 2018. Il dirigeait auparavant son Département technique après avoir exercé dans l'industrie des réseaux électriques.

CRE : Instaurée à la suite de la libéralisation de la production et de la fourniture de gaz et d'électricité en France, cette autorité administrative indépendante veille au bon fonctionnement des marchés du gaz et de l'électricité en France au bénéfice des consommateurs et en cohérence avec les objectifs de la politique énergétique nationale.

- **Thèmes abordés**

Les effets de l'autoconsommation collective ou individuelle sur le réseau, son fonctionnement et ses acteurs.

- **Contenu**

- Comment l'Etat contribue au déploiement des énergies renouvelables ?
- Comment concilier l'implication des CL avec le bon fonctionnement des marchés nationaux et européens de l'énergie ?
- Quels crédits les différents acteurs de l'énergie accordent-ils à l'approche système énergétique territorial ? A quelles conditions pourrait-elle s'articuler avec la gestion transcalaire du réseau

du gaz et avec celle du réseau électrique ? Différents scénarios ont-ils envisagés par le Comité Prospective ?

- Le dispositif qui introduit l'autoconsommation en 2015 a permis à une cinquantaine de collectifs d'autoconsommation de se créer, quels enseignements tirez-vous de ce dispositif
- Les limites et les raisons que posent la réglementation et la régulation nationales de l'électricité à la concrétisation des démarches de communautés énergétiques. Les évolutions dans les prochaines années.

Pappalardo Marta. *Un webinaire international sur les communautés énergétiques : débats et recherches, de l'université à la société.* Revue « Flux », 2021/4, n°126, pages 79 à 91

[Un webinaire international sur les communautés énergétiques : débats et recherches, de l'université à la société | Cairn.info \(sciencespo-lyon.fr\)](https://www.cairn.info/sciencespo-lyon.fr)

- **Auteur**

Marta PAPPALARDO, architecte, docteure en aménagement et urbanisme et attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'Institut d'urbanisme et de géographie alpine de Grenoble. Chercheuse associée au laboratoire Pacte, ses travaux interrogent les implications socio-spatiales et politiques des pratiques d'occupation de l'espace habité. Ses recherches dans le cadre du programme de recherche Eco-SESA Smart Energies in Districts portent sur la gouvernance de l'énergie en relation aux pratiques de consommation.

- **Thèmes abordés**

compte-rendu qui présente les principaux résultats et les débats issus du cycle de webinaires « Communautés énergétiques, autoproduction, autoconsommation : cadrages, pratiques et outils », organisé par le CDP Eco-SESA (UGA) et le Puca, de juin à octobre 2020, qui est à l'origine du numéro 126 thématique de Flux.

- **Analyse/intérêt**

compte rendu du webinaire et des grands avis des experts mobilisés / actualité de la revue. Analyse des enjeux/défis d'aujourd'hui pour les communautés énergétiques en France et les acteurs autour d'elles.

- **Contenu**

- Un webinaire international, pluridisciplinaire et ouvert.
- Les principaux enseignements : récits d'une transition inévitable depuis les modes de gestion classiques de l'énergie, vers des formes alternatives de solidarité et de pratiques.
- La diversité des communautés énergétiques.
- Quelles relations aux régulations locales, nationales, supranationales ?
- La gouvernance : formes d'action collective.
- L'espace construit et l'espace habité.
- Transformation des rôles : du consommateur au *prosumer*.
- Les outils d'accompagnement : que demandent les acteurs ?
- Perspectives futures.

Notes et annexes.

Debizet Gilles, Tabourneau A. (2017, mars). *Concilier ressources in situ et grands réseaux : une lecture des proximités par la notion de nœud socio-énergétique*. Flux n°109-110. pp 87-101. [Concilier ressources in situ et grands réseaux : une lecture des proximités par la notion de nœud socio-énergétique \(zotero.net\)](#)

- **Auteur**

Gilles DEBIZET est maître de conférences à l'UMR PACTE et à l'université Grenoble Alpes. Ses travaux portent sur l'intégration des enjeux environnementaux et énergétiques dans la fabrique de la ville. Il a dirigé les ouvrages Scénarios de transition énergétique en ville acteurs régulations technologies. Antoine TABOURNEAU est géographe, chercheur associé à l'UMR PACTE à l'université Grenoble Alpes. Après une thèse sur les changements de configuration induits par l'essor du bois-énergie et du rôle politique de l'information pour évaluer la ressource, ses travaux portent sur les questions énergétiques et les processus de transition.

- **Thèmes abordés**

Avec l'essor de l'autoproduction, les relations entre les réseaux d'énergie et les lieux s'organisent dorénavant à différentes échelles dans les espaces urbanisés. Il émerge des organisations intermédiaires hybridant les flux issus de réseaux publics avec ceux des énergies renouvelables capturées in situ. Considérant le système énergétique urbain comme un assemblage de NSE (nœuds socio-énergétiques), cet article recense quatre NSE-types que les organisations intermédiaires sont susceptibles de connecter. Chacun combine plus ou moins, et de façon spécifique, proximité spatiale et organisée.

- **Contenu**

- Introduction
- Les systèmes urbains comme assemblages
- de nœuds socio-énergétiques
- Des nœuds socio-énergétiques intermédiaires non stabilisés
- Quatre modes d'interactions entre grands réseaux et bâtiments : les NSE-types
- Conclusion

- **Analyse/intérêt**

Analyse l'évolution des grands réseaux de gaz et d'électricité, notamment par leurs acteurs et espaces. La question posée : existe-t-il des éléments du système énergétique urbain que l'on retrouverait de façon répétée dans des espaces différents pour en faire émerger un type générique ?

Une analyse trop technique et sociale, doublé de la date ancienne de publication de cet article, en fait un élément non essentiel à notre sujet d'enquête.

Entretiens

A) Grille d'entretien générale pour "les têtes de réseaux"

- Présentation projet & échéances

Qui sommes-nous : étudiant·e·s en M1 à Sciences Po Lyon dans le master Conduite de Projet et Développement Durable des Territoires : étude des politiques territoriales & politiques de développement durable.

- Notre projet

étudier le développement des communautés énergétiques et ses effets possibles sur le réseau de distribution d'électricité à moyen et long terme dans le cadre d'une commande publique --> Public Factory.

- La public Factory

fabrique de projets mobilisant les étudiants de 4e année autour de problématiques d'action publique et d'intérêt général concrètes et originales pour lesquelles les sciences humaines et sociales peuvent apporter des pistes de réflexion utiles et des réponses. Consiste à créer des liens entre étudiants, chercheurs, acteurs publics, parapublics et socioéconomiques autour de sujets de transformations de l'action publique.

- Porteur du projet

Enedis

- Descriptif de la mission

prendre en main le contexte et les enjeux de l'entreprise ainsi que le mécanisme de fonctionnement des communautés énergétiques pour réaliser un état des lieux et rédiger des préconisations à destination d'Enedis.

- Objectifs pour la structure

avoir un document de référence sur les communautés énergétiques et un apport sur les impacts sur le modèle actuel de distribution.

- Objectifs de nos entretiens

interroger les acteurs clés du secteur de l'énergie & de la transition énergétique, qui sont concernés par le développement des communautés énergétiques, pour réaliser un état des lieux. A terme rédiger des préconisations à destination d'Enedis.

- Échéances

- Livrable 1 : sur les communautés énergétiques et leurs perspectives mi-février, destiné à un public large
- Livrable 2 : fin mars sous la forme d'une note stratégique sur la question "Communautés énergétiques et GRD d'électricité", où les entretiens seront pris en compte.

- Questions

Réseau électrique actuel:

- Selon vous, quels rôles joue votre structure dans le réseau électrique actuel ?
- Quelles relations votre structure entretient-elle avec les acteurs historiques du réseau d'électricité (GRD type Enedis) ?

Transformations globales du réseau avec le développement des EnR, de l'autoconsommation collective & les communautés énergétiques:

- Quelles ont été / sont les transformations institutionnelles, techniques pour votre structure, lors du passage aux EnR ?
- Selon vous, dans quelle(s) logique(s) s'inscrit le développement des CE / l'AC ?
- Pouvez-vous nous parler d'attentes dont votre structure a fait part face au développement des CE / de l'autoconsommation ? Même question pour des soutiens / éventuelles craintes ou oppositions. + Votre pdv à vous qui ne rpz pas forcément votre structure
- Votre structure a fait-elle part de possibilités de collaborations futures avec les gestionnaires de réseaux dans le cadre du développement des CE / de l'AC ? Sinon, est-ce quelque-chose qui est envisagé ?
- Pouvez-vous nous parler des relations entre votre structure & les acteurs politiques : collectivités territoriales, gouvernement / ministères ?
- Votre structure est-elle en collaboration avec les associations type Energie partagée, AMORCE, HESPUL ? avec les agences institutionnelles (ADEME) ? avec les acteurs économiques ? Juridiques ? Si oui, de quelle nature sont ces relations ?

Déploiement territorial de l'autoconsommation collective & des CE:

- Selon vous, quels rôles le territoire joue-t-il dans le développement de l'AC & des CE ?
- Comment votre structure cherche à encourager le développement de l'AC / des CE ? Avez-vous des partenaires dans les projets de CE ? Si oui, quel est le profil de ces groupements ?
- (Pouvez-vous expliquer les éventuelles retombées positives sur le territoire du développement des CE / de l'AC ?)

Cadre européen / législatif :

- Votre structure fait-elle face à des difficultés juridiques/techniques/institutionnelles ?
- Le cadre juridique des CE / de l'autoconsommation permet-il leur bon développement ?
- Savez-vous si le droit français / européen est amené à davantage évoluer prochainement en faveur ou non du développement des CE / de l'AC ?
- Trouvez-vous utile / pertinent l'ouverture des CE à la participation transfrontalière européenne ?
- Notamment, nous lisons en novembre que la ministre de la Transition Ecologique, Barbara Pompili, prévoyait la publication d'un prochain décret sur les CE ? En savez-vous plus ?

Financements:

- Financez-vous les projets EnR / les projets d'autoconsommation / les CE ? Si oui, de quelle manière ?
- Rencontrez-vous des difficultés dans le financement de ces projets ?

Conclusion:

- Votre vision des CE en une phrase

B) Compte-rendu d'entretien avec l'ADEME (10/01/2021)

Entretien avec Loïc Le Quilleuc de l'ADEME

Par Bénédicte Lecointre & Juliette Fontanel

1-Rappel du thème de l'enquête

Dans le cadre du projet Public Factory sur les communautés énergétiques, une série d'entretiens a été réalisée auprès de 10 structures (AdCF, FNCCR, Energy Cities, Hespul, AURA-EE, Amorce, ADEME, Enerplan, Banque des Territoires, Energie Partagée) entre le 10 et le 27 janvier 2022, dans le but d'interroger les acteurs-clés du secteur de l'énergie et de la transition énergétique, qui sont concernés par le développement des communautés énergétiques.

2-Personne interviewée

L'ADEME définit le rôle des CT, des régions & de structures. Soutient les projets à gouvernance locale à différents moments du projet : rôle technique, financier, stratégique, social etc. De nombreux bénéfices économiques et sociaux pour le territoire, + élevés que pour les projets EnR privés & CT de + en + impliquées aujourd'hui.

Loïc le Quilleuc : travaille sur la rénovation énergétique bâtiment (qui rpe 75% des dépenses énergétiques d'une collectivité), la mobilité et avec une cinquantaine de "communautés d'énergies citoyennes", définition reprise d'Energie Partagée (avant qu'il y ait un cadre émergent de CEC / CER).

3-Justification du choix de la personne interviewée

Personne conseillée par M. Sylvain Avril de l'ADEME (cf. paragraphe suivant).

4-Méthodologie

- Recherches sur le site Internet de l'ADEME pour trouver des contacts pertinents. D'abord un contact auprès de Sylvain Avril chargé de mission ville & territoires durables à l'ADEME qui nous a conseillé de contacter Loïc Le Quilleuc.
- Mode de sollicitation par mail : réponse rapide et positive pour organiser un entretien le 10 janvier en visio via zoom. Nous avons eu quelques difficultés de sons pour entendre M. Le Quilleuc mais dans l'ensemble cela s'est très bien passé, nous avons eu une heure d'entretien.
- Nous avons organisé notre entretien à partir de l'article de l'ADEME "Le développement des projets d'énergies renouvelables à gouvernance locale" mis à jour le 18 août 2021, dont on ne connaît pas l'auteur précisément.

5-Résumé des échanges

Nous avons parlé des :

- Structures d'énergies citoyennes
- Des limites de la retranscription du droit européen dans le droit français
- Des raisons pour l'ADEME de soutenir des projets à gouvernance locale (acceptation & développement de projets EnR dans la perspective de 50% d'EnR en 2050)
- Des manières dont l'ADEME soutient les projets en régions
- De la création d'emplois locaux dans les projets PV & éoliens citoyens + les limites
- Les formes d'actionariat dans les projets citoyens

- Le cœur de métier de l'ADEME
- Les modèles financiers
- Les liens avec les autres structures promotrices de la production d'énergies renouvelables
- Les potentielles craintes / oppositions de notre interlocuteur et de l'ADEME par rapport à la reterritorialisation de l'énergie

6-Analyse des informations recueillies

Confirmations de nos hypothèses :

- Les failles ou l'absence de retranscription des décrets européens dans le droit français
- Les bénéfices des projets à gouvernance locale pour les citoyens & le territoire
- Système très centralisé en France
- Liens forts entre l'ADEME & Energie partagée
- Changements des modèles financiers vers plus de contrats de gré à gré et vers une plus grande décentralisation et plus de producteurs

Infirmités de nos hypothèses :

- Des refus quasi systématiques des territoires face aux initiatives de projets citoyens
- Pour la majorité des projets éoliens les emplois créés ne sont pas locaux, plutôt nationaux
- Pour L. Le Quilleuc le système très centralisé n'est pas forcément un frein au développement des EnR
- Surprise de la part de notre interlocuteur sur le rôle d'Enedis - le considère seulement comme un distributeur et donc ne comprend pas comment il peut s'impliquer dans des projets citoyens

Nouvelles questions – pistes :

- Comment l'ADEME soutient les projets à gouvernance locale à un niveau national ?
- Lire les scénarios Négawatt
- Consulter le site <https://www.centrales-next.fr/glossaire-energies-renouvelables/ppa/> pour plus de détails sur les contrats PPA

7-Analyse du déroulement de l'entretien

L'entretien s'est bien passé, nous avons juste rencontré quelques difficultés avec une connexion fluctuante qui coupait parfois le son de notre interlocuteur.

8-Suite à donner

L. Le Quilleuc a accepté que ses propos soient réutilisés à partir de notre enregistrement, et souhaite être destinataire du rapport final. Il a suggéré la lecture des scénarios de l'ADEME et le scénario Négawatt, et nous a également recommandé certains interlocuteurs chez Aura-EE et au Conseil régional.

9-Conclusion

C'était un entretien pertinent pour parler d'énergies citoyennes, des projets citoyens & de la création d'emplois locaux dans les territoires. Cependant, nous aurions aimé avoir quelques éclaircissements sur l'état du droit français et sur les communautés énergétiques, qui ne faisaient pas complètement partie des domaines d'expertise de notre interviewé.

10-Date de mise à jour de la fiche

21/01/2022.

11-Auteures de la fiche

Bénédicte Lecointre & Juliette Fontanel

C) Compte-rendu d'entretien avec AMORCE (12/01/2022)

Entretien avec Gwéno le Le Bars et Claire Mathieu d'AMORCE

Par Bénédicte Lecointre et Alizée Boutique

1-Rappel du thème de l'enquête

Dans le cadre du projet Public Factory sur les communautés énergétiques, une série d'entretiens a été réalisée auprès de 10 structures (AdCF, FNCCR, Energy Cities, Hespul, AURA-EE, Amorce, ADEME, Enerplan, Banque des Territoires, Energie Partagée) entre le 10 et le 27 janvier 2022, dans le but d'interroger les acteurs-clés du secteur de l'énergie et de la transition énergétique, qui sont concernés par le développement des communautés énergétiques.

2-Personnes interviewées

AMORCE : Crée en 1987, AMORCE constitue le premier réseau français d'information, de partage d'expériences et d'accompagnement des collectivités et acteurs locaux en matière de transition énergétique, de gestion territoriale des déchets et de gestion durable de l'eau. Objectifs : rassembler les territoires, informer & accompagner, rpz & défendre. Gestion terr  des déchets, transition énergétique, gestion durable de l'eau, appui juridique, fiscal & financier.

Plus de 1000 adhérents :

- 2/3 collectivités (beaucoup de régions, départements). Toutes les métropoles & communautés urbaines en font partie.
- 1/3 partenaires des collectivités : assos , fédérations, fabricants, fournisseurs, bureaux d'études etc.

Gw no le le Bars : Ingénieur chargé de missions : production d'EnR électrique, gaz & montages de projets financiers, juridiques pour les collectivités. => Travail sur les communautés énergétiques : plus-value pour les collectivités de faire émerger ces communautés, qui arrivent avec les directives européennes

Claire Mathieu : travaille sur une publication sur l'implication des collectivités dans les communautés énergétiques. Membre du webinaire sur les communautés fin janvier. Est également élève avocate.

3-Justification du choix de la personne interviewée

AMORCE est entre autres spécialisée dans les problématiques énergétiques, dans l'accompagnement des collectivités, et a publié un certain nombre de documents sur le sujet avec régulièrement des liens vers les collectivités et les citoyens. Cela pourra nous aider pour notre livrable 2. G. Le Bars a été la personne sur qui nous avons été redirigées. Il est spécialiste dans les EnR, & connaît très bien les problématiques juridiques qu'elles peuvent poser. Il travaille aussi sur les communautés énergétiques & le rôle des collectivités.

4-Méthodologie

Mode de sollicitation de G. Le Bars via la page contact du site de l'AMORCE. L'association faisait partie de notre carnet d'adresses au vu de nos lectures et des recommandations de notre encadrant. Nous avons écoulé le webinaire de juin 2020 sur les communautés énergétiques et avons construit une grille d'entretiens à partir de notre liste générale & de ce webinaire. Les questions portaient surtout sur le domaine juridique & économique au vu des compétences de l'AMORCE. L'entretien a eu lieu via teams le 10 janvier 2022 à 11h. Il s'est très bien passé au niveau technique apart le son qui coupait parfois pour Claire Mathieu.

5-Résumé des échanges

Discussion sur les relations avec le GRD, qui se font par le biais des contrats de concession des collectivités territoriales (CT), avec lesquelles AMORCE travaille. CE : moyen d'effectuer un travail pédagogique sur l'énergie. AMORCE travaille avec Energie partagée là-dessus.

AMORCE souhaite des conditions de flexibilité sur l'injection et l'achat d'élec par les CE, qui prennent en compte la capacité de stockage des CE + leur intérêt sociologique. La définition des CE ne doit pas être une "coquille vide", elle doit être claire et inclusive et présenter les avantages et inconvénients de créer une CE. Un enjeu fondamental du nouveau décret est la participation des collectivités par les SEM dans les CE. Pour tout cela, discussions avec Enedis et l'Etat vont être nécessaires.

Discussion sur les difficultés d'acceptabilité des projets (ex : éolien, qui transforme le paysage) et les visions des différents protagonistes (élus, citoyens, propriétaires de terrains), parfois contradictoires.

6-Analyse des informations recueillies

Pas mal de critiques émises sur le rôle d'Enedis et les choix qui ont été faits/vont être faits. Attendent avec impatience le nouveau décret.

Prendre en compte dans les livrables l'aspect discussion des protagonistes sur comment ils acceptent (ou pas) les projets, avec de nombreuses réflexions communes.

Pour livrable 2 et les demandes/conseils pour Enedis :

- AMORCE souhaite/recommande plus de flexibilité dans la gestion du réseau, avec éventuellement un accès pour les CE aux réseaux moyenne tension et des possibilités plus larges de gestion privée.
- Pour le moment, pas de discussions directes entre AMORCE et Enedis sur le sujet des CE, mais elles vont être nécessaires rapidement. Il va falloir se demander comment on peut aussi réguler l'injection et l'achat d'électricité produite par les CE par les fournisseurs
- Problème de l'accès des données à discuter aussi, les CE pourraient avoir besoin de compteurs comme les Linky, donc éventuellement réfléchir à l'accès aux données.

7-Analyse du déroulement de l'entretien

Très intéressant, interviewés très compétents (parfois même trop, avec des passages pas toujours clairs pour nous)

8-Suite à donner

Les 2 interviewés acceptent d'être destinataires en même temps que le comité de relecture du livrable 1 mais ne garantissent pas une relecture dans un temps donné.

9-Conclusion

Entretien efficace, avec qui des interviewé-es + que compétent-es et qui nous ont apporté beaucoup de réflexions et d'éclaircissements sur leur structure, sur les CE et leur position vis-à-vis d'Enedis.

10-Date de mise à jour de la fiche

21/01/2022

11-Auteurs de la fiche :

Bénédicte Lecointre et Alizée Boutique